

Flash Economie

26 octobre 2017 - 1264

Pays de l'OCDE : il faudrait s'intéresser davantage à la répartition des revenus

Nous regardons l'ensemble des pays de l'OCDE, et nous pensons que la question de la répartition des revenus entre salaires et profits doit y être regardée sérieusement.

La dynamique présente est une dynamique de déformation permanente du partage des revenus au détriment des salariés, qui finit par conduire à un excès d'épargne des entreprises, à une perte de croissance à court terme et à long terme, à une hausse continue de la dette publique, et à une insatisfaction sociale croissante.

Il faudrait donc qu'apparaisse une réflexion sur les moyens de distribuer aux salariés les gains de productivité dès que la rentabilité des entreprises devient suffisante pour financer les investissements nécessaires.

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00

patrick.artus@natixis.com

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

www.research.natixis.com

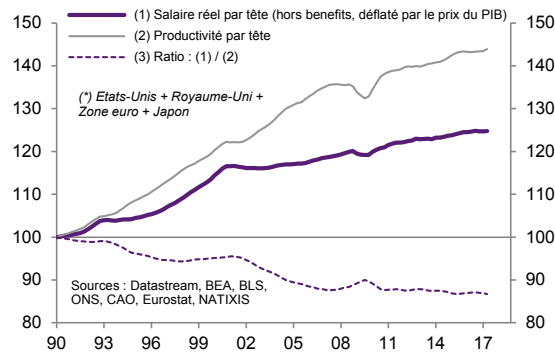
BANQUE DE GRANDE CLIENTELE
EPARGNE ET ASSURANCE
SERVICES FINANCIERS SPECIALISES

Déformation du partage des revenus au détriment des salariés

Nous regardons l'ensemble de l'OCDE, construit pour simplifier comme Etats-Unis + Royaume-Uni + zone euro + Japon.

Le graphique 1 montre l'évolution du partage des revenus dans les pays de l'OCDE depuis 1990.

Graphique 1
OCDE* : salaire réel et productivité par tête
(100 en 1990:1)



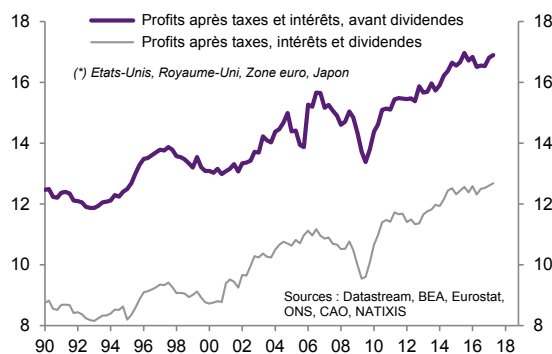
On voit que depuis 1993 et encore plus 2001 le partage des revenus des pays de l'OCDE se déforme continûment au détriment des salariés. Ceci peut être critiqué d'un point de vue social, éthique, d'équité, mais aussi macroéconomique.

Le coût macroéconomique d'une déformation excessive du partage des revenus au détriment des salariés

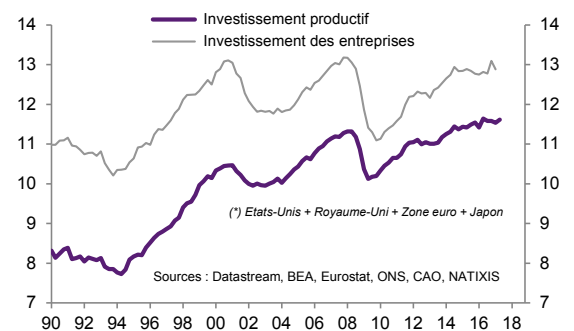
Si le partage des revenus se déforme excessivement au détriment des salariés :

- il apparaît un excès d'épargne des entreprises. La hausse de la rentabilité (graphique 2) dépasse les besoins d'investissement des entreprises (aujourd'hui, le taux d'investissement est élevé dans les pays de l'OCDE, graphique 3), le taux d'autofinancement devient supérieur à 100% (graphique 4) ;

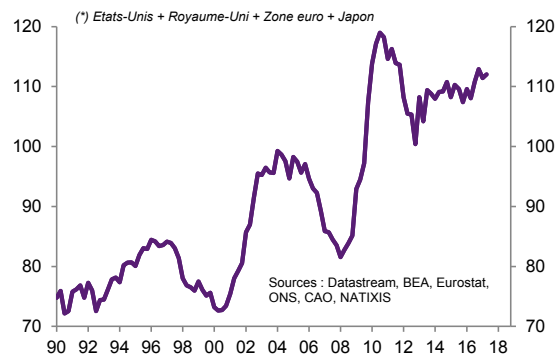
Graphique 2
OCDE* : profits après taxes et intérêts, avant et après dividendes (en % du PIB valeur)



Graphique 3
OCDE* : investissement productif et investissement total des entreprises (volume, en % du PIB volume)

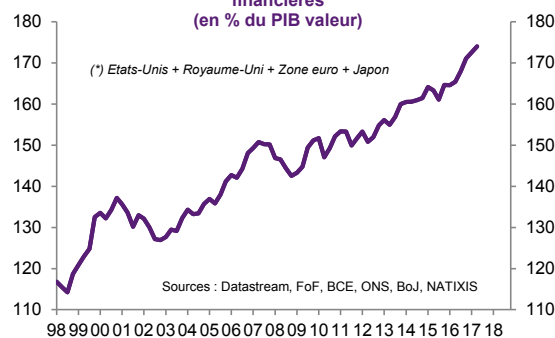


Graphique 4
OCDE* : taux d'autofinancement (en %)



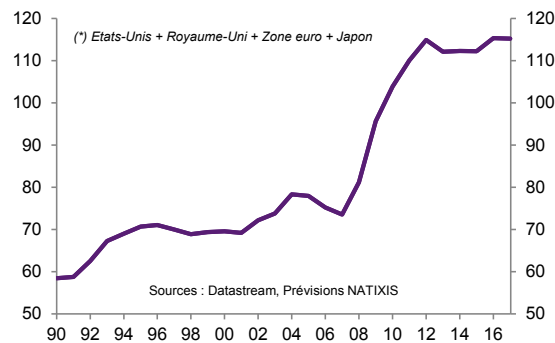
- **les revenus qui ne sont pas distribués aux ménages ne servent donc pas à accroître l'investissement**, et il y a perte de croissance aussi bien à court terme (recul de la consommation sans effet positif sur l'investissement) qu'à long terme (utilisation inefficace de l'épargne) ;
- **l'utilisation inefficace de l'épargne se voit aussi à la hausse des actifs financiers détenus par les entreprises non-financières (graphique 5)**, qui thésaurisent ainsi leurs excès d'épargne ;

Graphique 5
OCDE* : actifs financiers et actifs liquides et monétaires détenus par les entreprises non financières (en % du PIB valeur)



- la faiblesse de la demande des ménages due à la baisse du poids des salaires dans le PIB conduit les gouvernements à une politique budgétaire expansionniste, d'où **la hausse continue du taux d'endettement public (graphique 6)**.

Graphique 6
OCDE* : dette publique (en % du PIB valeur)



Synthèse : les gouvernements des pays de l'OCDE devraient surveiller le partage des revenus

Dès que la rentabilité des entreprises est suffisante, poursuivre la déformation du partage des revenus au détriment des salariés devient dangereux, avec l'excès d'épargne des entreprises, la dépression de la croissance, l'utilisation inefficace de l'épargne, la hausse de l'endettement public.

Il faut donc que, lorsque la rentabilité des entreprises est suffisante, les gouvernements réfléchissent à des mécanismes qui assurent la distribution des gains de productivité aux salariés.